

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge | 76052 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), , suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature François Rioux Date 07 juillet 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	8
État des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers	10
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la MUNICIPALITÉ DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE,

Rapport de l'auditeur indépendant modifié

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE GRENVILLE-SUR-LA-ROUGE (la «Municipalité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserves», les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

La Municipalité perçoit des droits auprès des exploitations de carrières et sablières dont il n'est pas possible d'en auditer l'exhaustivité de façon suffisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Municipalité et nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements aux états financiers des exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 pourraient être nécessaires.

De plus, nous n'avons pu observer la prise d'inventaire physique des stocks à l'ouverture des exercices 2023 et 2022. Nous n'avons pas pu nous assurer par d'autres moyens des quantités de stocks détenus par la Municipalité au 1^{er} janvier 2023, lesquels représentent 118 597 \$ présentés au bilan au 31 décembre 2022 (118 597 \$ au 31 décembre 2021). Par ailleurs, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants pour justifier le coût utilisé par la Municipalité à ces dates. Par conséquent, notre audit des stocks au 31 décembre 2022 s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Municipalité et à des procédés analytiques. Nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires aux quantités et aux coûts des stocks comptabilisés pour le solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2023. Puisque les stocks d'ouverture ont une incidence sur la détermination des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie, nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements aux résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pourraient être nécessaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons par conséquent exprimé une opinion modifiée sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, en raison des incidences éventuelles de ces limitations de l'étendue des travaux.

Également, la Municipalité n'a pas procédé à une inspection de sept bâtiments, dont l'année de construction suggère la présence potentielle d'amiante, afin de déterminer si des facteurs indiquaient ou non la nécessité de procéder à une évaluation et à la comptabilisation d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Cette situation constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être déterminées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point - Rapport de l'auditeur indépendant modifié

Le rapport de l'auditeur indépendant émis sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 que nous avons délivré le 13 novembre 2024 a été modifié afin de modifier l'opinion précédemment émise. Ainsi, une réserve supplémentaire, telle que décrite au paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserves », est maintenant ajoutée à l'ensemble des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.

FBL S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Lachute, le 13 novembre 2024, mais le 7 juillet 2025 pour ce qui concerne la réserve au présent rapport

CPA auditeur, permis de comptabilité public no. A116631

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	5 553 166	5 947 061	5 301 671
Compensations tenant lieu de taxes	2	80 954	84 261	81 267
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 716 440	2 725 653	1 737 824
Services rendus	5	199 400	272 320	176 680
Imposition de droits	6	199 400	407 530	417 977
Amendes et pénalités	7	26 600	60 076	58 857
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	51 025	233 391	169 548
Autres revenus	10	9 100	74 724	29 773
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 836 085	9 805 016	7 973 597
Charges				
Administration générale	14	1 409 090	1 593 771	1 359 955
Sécurité publique	15	953 305	1 012 089	1 077 610
Transport	16	2 562 477	2 896 766	2 754 647
Hygiène du milieu	17	659 690	732 489	677 315
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	453 160	488 951	396 183
Loisirs et culture	20	303 525	306 356	337 731
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	262 010	351 583	219 959
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 603 257	7 382 005	6 823 400
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 232 828	2 423 011	1 150 197
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		18 472 437	17 356 603
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		103 962	69 599
Solde redressé	28		18 576 399	17 426 202
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		20 999 410	18 576 399

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	764 435	416 477
Débiteurs (note 5)	2	7 310 893	6 984 333
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 940 061	4 785 902
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 015 389	12 186 712
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	500 000	2 569 568
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 974 593	1 119 685
Revenus reportés (note 11)	12	5 752 139	5 268 196
Dette à long terme (note 12)	13	7 771 212	6 498 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	15 997 944	15 455 852
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 982 555)	(3 269 140)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 703 728	21 562 522
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	99 148	106 328
Stocks de fournitures	20	138 915	118 597
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	40 174	58 092
	23	23 981 965	21 845 539
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	20 999 410	18 576 399
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	20 999 410	18 576 399
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	20 999 410	18 576 399
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 232 828	2 423 011	1 150 197
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	3 308 659)(	2 329 460)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 167 453	1 047 587
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			60 648
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 141 206)	(1 221 225)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		7 180	(59 998)
Variation des stocks de fournitures	10		(20 318)	
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		17 918	(42 321)
	13		4 780	(102 319)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 232 828	286 585	(173 347)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 269 140)	(3 095 793)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 269 140)	(3 095 793)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 982 555)	(3 269 140)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 423 011	1 150 197
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 167 453	1 047 587
Autres			
▪ Intérêts réinvestis	3.1	(154 159)	
▪	3.2		60 648
	4	3 436 305	2 258 432
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(326 560)	(1 207 118)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	854 908	149 388
Revenus reportés	8	483 943	4 343 447
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	7 180	(59 998)
Stocks de fournitures	11	(20 318)	
Autres actifs non financiers	12	17 918	(42 321)
	13	4 453 376	5 441 830
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(3 308 659)	(2 329 460)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 308 659)	(2 329 460)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	(4 785 902)
Cession	22		
	23		(4 785 902)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 130 000	935 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(833 140)	(586 016)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 069 568)	769 568
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(24 051)	7 411
Autres			
▪	28.1		
	29	(796 759)	1 125 963
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	347 958	(547 569)
Solde déjà établi	31	416 477	964 046
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	416 477	964 046
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	764 435	416 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec et est issue du regroupement du Canton de Grenville et du Village de Calumet par le décret numéro 417-2002 adopté par le gouvernement le 10 avril 2002.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales présentés aux pages S12, S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Municipalité repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Municipalité. Aucun organisme n'est consolidé aux fins de l'établissement de ces états financiers.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût plus les intérêts réinvestis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de part leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme des actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

Infrastructures :	15, 20 et 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Véhicules :	10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	10, 15 et 20 ans
Réseau d'éclairage :	40 ans
Améliorations locatives :	Durée restante du bail

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Pour les immobilisations corporelles en cours, l'amortissement sera établi à partir de la date de transfert de l'immobilisation corporelle en cours à la catégorie d'immobilisation corporelle appropriée.

Les immobilisations corporelles sont réduites à leur valeur résiduelle si elles ne contribuent plus à la capacité de la Municipalité de fournir des biens et services. De plus, si la valeur estimative du potentiel de service des immobilisations corporelles est inférieure à la valeur comptable, celle-ci est réduite à la valeur estimative du potentiel de service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

F) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux résultats dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés qui est amorti au-fur-et-à-mesure que les stipulations sont rencontrées.

Services rendus, autres revenus et autres revenus d'intérêts

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison a eu lieu et les services ont été fournis, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les autres revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et que le recouvrement est raisonnablement certain.

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilière compris dans les revenus d'imposition de droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier et seulement dans ce cas. Les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

La Municipalité évalue ultérieurement tous ses actifs et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers sont constitués de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, des débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales et les mutations) et des placements. Ces actifs sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer (à l'exception des frais courus et des avantages sociaux à payer), des emprunts temporaires et des dettes à long terme. Ces passifs sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la Municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la Municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale—Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, des *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. Les effets sur les états financiers de la Municipalité portent principalement sur les informations fournies à la note 25 portant sur les instruments financiers.

Adoption initiale—Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 999 616	890 962
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 999 616	890 962
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (235 181)(	474 485)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 764 435	416 477
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 995 303	887 420
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 132 600	

Note

Au 31 décembre 2023 et 2022, les sommes affectées comprises dans la trésorerie et équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières et fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	677 293	751 723
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 419 721	4 117 532
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 298 647	1 322 684
Organismes municipaux	13	87 948	
Autres			
▪ Mutations	14.1	169 036	259 097
▪ Intérêts et autres	14.2	658 248	533 297
	15	7 310 893	6 984 333
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 122 920	602 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 122 920	602 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		686 367
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 648 944	1 904 808
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 467 441	473 150
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	303 336	1 053 207
	27	4 419 721	4 117 532

Note

S/O

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	4 940 061	4 785 902
	35	4 940 061	4 785 902
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	4 940 061	4 785 902
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Dépôts à terme portant intérêt aux taux de 4,85 % à 5,10 % (2,55 % au 31 décembre 2022), échéant en avril 2024.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note

S/O

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'un crédit bancaire de la CAISSE DESJARDINS D'ARGENTEUIL d'un montant autorisé de 1 750 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et est remboursable sur demande. Cette ouverture de crédit est utilisée pour les opérations courantes de la Municipalité.

De plus, la Municipalité bénéficie d'un emprunt temporaire autorisé de la CAISSE DESJARDINS D'ARGENTEUIL, d'un montant total de 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et remboursable sur demande. Cet emprunt est utilisé pour le financement à court terme d'un projet entrepris par la Municipalité.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 082 655	505 941
Salaires et avantages sociaux	42	38 306	131 091
Dépôts et retenues de garantie	43	376 900	261 530
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus et autres	45.1	73 451	60 533
▪ Frais courus	45.2	403 281	160 590
	46	1 974 593	1 119 685

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	73 702	103 584
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Accès-Logis	52.1	5 078 544	4 785 902
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	211 343	172 507
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Ma santé en valeur	60.1	541	541
▪ Redevances carrières/sablières	60.2	370 340	189 453
▪ Famille et aînés	60.3	10 336	10 336
▪ SCFP	60.4	7 333	5 873
	61	5 752 139	5 268 196

Note

S/O

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,78	5,50	2025	2028	62	7 754 700	6 438 759
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	11,76	11,76	2026	2026	68	31 776	42 492
Autres	0,95	0,99	2025	2027	69	26 016	34 381
					70	7 812 492	6 515 632
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(41 280)	(17 229)
					72	7 771 212	6 498 403

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	497 200	15 189	9 684	522 073
2025	74	3 059 100	15 189	7 892	3 082 181
2026	75	1 054 100	6 329	5 317	1 065 746
2027	76	1 336 300		3 123	1 339 423
2028	77	1 808 000			1 808 000
2029 et plus	78				
	79	7 754 700	36 707	26 016	7 817 423
Intérêts et frais accessoires	80	(	4 931)	(	4 931)
	81	7 754 700	31 776	26 016	7 812 492

Note

S/O

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	50 912
Régimes de retraite des élus municipaux	89	12 984
	90	63 896
		26 250
		11 225
		37 475

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	18 990 262	1 655 609		20 645 871
Autres					
▪ Divers	105.1	2 197 692	52 683		2 250 375
▪ Réseau éclairage	105.2	97 570			97 570
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	3 231 866			3 231 866
Améliorations locatives	108	3 521			3 521
Véhicules	109	4 344 035	298 770		4 642 805
Ameublement et équipement de bureau	110	229 912			229 912
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 677 122			1 677 122
Terrains	112	603 640	30 354		633 994
Autres	113	64 716			64 716
	114	31 440 336	2 037 416		33 477 752
Immobilisations en cours	115	2 604	1 271 243		1 273 847
	116	31 442 940	3 308 659		34 751 599
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	4 529 320	479 295		5 008 615
Autres					
▪ Divers	120.1	605 289	71 724		677 013
▪ Réseau éclairage	120.2	17 110	2 439		19 549
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	849 100	80 797		929 897
Améliorations locatives	123	3 521			3 521
Véhicules	124	2 075 131	449 342		2 524 473
Ameublement et équipement de bureau	125	229 912			229 912
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 506 320	83 856		1 590 176
Autres	127	64 715			64 715
	128	9 880 418	1 167 453		11 047 871
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	21 562 522			23 703 728
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	88 688			88 688
Amortissement cumulé	131	(15 987)	(2 217)		(18 204)
Valeur comptable nette	132	72 701			70 484

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	99 148	106 328
	136	99 148	106 328
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	99 148	106 328

Note

S/O

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais reportés	144.1	40 174	58 092
Autres			
▪	145.1		
	146	40 174	58 092

Note

S/O

19. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par contrat jusqu'en 2027 auprès de la SPCALL. Les paiements futurs totalisent 97 224 \$ et comprennent les versements suivants au cours des prochains exercices :

2024 : 11 275 \$

2025 : 27 054 \$

2026 : 28 670 \$

2027 : 30 225 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels*Programmes de subvention*

Dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2024, la Municipalité, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 1 648 595 \$ pour des travaux d'infrastructures et de bâtiments. Au 31 décembre 2023, 916 064 \$ de cette somme cumulative a été comptabilisée à titre de revenu de transferts.

La Municipalité doit également investir 710 000 \$ dans ces travaux appelés « seuil d'immobilisation ». Au 31 décembre 2023, la Municipalité a effectué la totalité des travaux.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les projets d'infrastructures totalisent 141 790 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2024 :	19 255 \$
2025 :	17 868 \$
2026 :	16 447 \$
2027 :	14 989 \$
2028 et suivantes :	73 231 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Municipalité a constaté que l'amortissement de certaines immobilisations corporelles avait été enregistré au cours des exercices 2022 et 2021 alors qu'elles n'étaient pas encore complétées ni utilisées. La Municipalité a procédé aux ajustements de manière rétrospective. Conséquemment, le solde de l'excédent accumulé au 1^{er} janvier 2023 a été augmenté de 103 962 \$ et les états financiers de l'exercice 2022 ont été redressés. La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 a été diminuée de 34 363 \$, engendrant ainsi l'augmentation de l'excédent (déficit) de l'exercice du même montant. Au 31 décembre 2022, les immobilisations corporelles et l'excédent accumulé ont été augmentés de 103 962 \$. Le solde de l'excédent accumulé au 1^{er} janvier 2022 a été augmenté de 69 599 \$.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers*Gestion des risques liés aux instruments financiers*

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Les instruments financiers portant intérêt à taux variables sont les emprunts temporaires et les instruments financiers portant intérêt à taux fixes sont les dettes à long terme.

L'effet net sur les passifs financiers d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait augmenté ou réduit de 83 125 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Événements postérieurs à la date du bilan

En janvier 2024, la Municipalité a contracté des obligations municipales pour un montant de 453 700 \$, portant intérêt à 4,7 % et renouvelable en 2029.

En 2024, la municipalité a également acquis des équipements pour un montant totalisant 261 489 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			Redressé note 23
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 553 166	5 947 061			5 947 061	5 301 671
Compensations tenant lieu de taxes	2	80 954	84 261			84 261	81 267
Quotes-parts	3						
Transferts	4	904 440	820 230			820 230	897 219
Services rendus	5	199 400	272 320			272 320	176 680
Imposition de droits	6	199 400	407 530			407 530	417 977
Amendes et pénalités	7	26 600	60 076			60 076	58 857
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	51 025	233 391			233 391	169 548
Autres revenus	10	9 100	74 724			74 724	29 773
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 024 085	7 899 593			7 899 593	7 132 992
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	812 000	1 905 423			1 905 423	840 605
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	812 000	1 905 423			1 905 423	840 605
	22	7 836 085	9 805 016			9 805 016	7 973 597
Charges							
Administration générale	23	1 409 090	1 512 639	81 132		1 593 771	1 359 955
Sécurité publique	24	953 305	903 685	108 404		1 012 089	1 077 610
Transport	25	2 562 477	2 076 521	820 245		2 896 766	2 754 647
Hygiène du milieu	26	659 690	660 310	72 179		732 489	677 315
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	453 160	475 181	13 770		488 951	396 183
Loisirs et culture	29	303 525	234 633	71 723		306 356	337 731
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	262 010	351 583			351 583	219 959
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 167 453	(1 167 453)			
	34	6 603 257	7 382 005			7 382 005	6 823 400
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 232 828	2 423 011			2 423 011	1 150 197

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 232 828	2 423 011	1 150 197
Moins : revenus d'investissement	2 (	812 000)	1 905 423)	840 605)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	420 828	517 588	309 592
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 167 453	1 047 587
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 167 453	1 047 587
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			650
Réduction de valeur / Reclassement	10		7 180	
	11		7 180	650
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	433 260)	185 039)	578 316)
	18	(433 260)	(185 039)	(578 316)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	762 120))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	143 932	309 213	
Excédent de fonctionnement affecté	21	(10 000)		
Réserves financières et fonds réservés	22	(121 500)	(97 195)	(115 670)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(67)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	12 432	(550 102)	(115 737)
	26	(420 828)	439 492	354 184
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		957 080	663 776

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 905 423	840 605
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	3 058 413	2 214 717
Hygiène du milieu	5	()	9 173
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	250 246	105 570
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	3 308 659	2 329 460
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	999 580	935 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	762 120	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 481 773	
Excédent de fonctionnement affecté	17	34 566	
Réserves financières et fonds réservés	18	102 120	70 279
	19	2 380 579	70 279
	20	71 500	(1 324 181)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 976 923	(483 576)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 982 478	1 820 816	1 667 339
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	377 399	339 746	335 772
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	3 293 215	3 034 754	2 766 153
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	168 425	340 908	212 548
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	93 585	10 675	7 411
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	427 535	411 527	463 878
Transferts	15			
Autres	16	207 760	191 320	281 732
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	52 860	64 806	40 980
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 167 453	1 047 587
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	6 603 257	7 382 005	6 823 400

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 475 713	3 525 110
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 007 096	884 161
Réserves financières et fonds réservés	3	390 069	394 995
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	( 57 990)
Financement des investissements en cours	5	13 228	(1 963 695)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 113 304	15 793 818
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	20 999 410	18 576 399
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 475 713	3 525 110
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 475 713	3 525 110
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget année suivante	12.1	150 000	
▪ Projet rénofaçade	12.2	7 500	
▪ Parc récréotouristique	12.3	706 997	737 000
▪ Projet divers	12.4	129 219	129 219
▪ Fallon	12.5	13 380	13 380
▪ Fonds de l'agglomération de Calumet	12.6		2 414
▪ Fonds de l'aqueduc de Calumet	12.7		2 148
	13	1 007 096	884 161
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 007 096	884 161

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	390 069
Organismes contrôlés et partenariats	22	394 995
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	390 069
	32	394 995

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres		
▪ Vidange fosses septiques	44.1 (	)( 57 990)
	45 (	)( 57 990)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres		
▪	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	)( 57 990)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 125 250	1 975 785
Investissements à financer	66 (1 112 022)(	3 939 480)
	67 13 228	(1 963 695)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 23 703 728	21 562 522
Propriétés destinées à la revente	69 99 148	106 328
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 23 802 876	21 668 850
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 23 802 876	21 668 850
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (7 771 212)(	6 498 403)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (41 280)(	17 229)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 1 122 920	640 600
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (6 689 572)(	5 875 032)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (6 689 572)(	5 875 032)
	84 17 113 304	15 793 818

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre des REER collectifs aux employés cadres, cols blancs et cols bleus.

Dans un tel régime, la charge annuelle au titre des avantages de retraite est constituée de la cotisation fixée par la Ville au cours de l'exercice financier. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

La cotisation annuelle de l'employeur est fixée en fonction d'un pourcentage des salaires de chacun des participants du régime.

Pour les employés, le taux de cotisation pour l'employeur est entre 3,5 % et 5,0 %, selon les conventions collectives, ou selon le contrat de travail.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	50 912	26 250
Autres régimes	115		
	116	50 912	26 250

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

RREM

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	3 853	3 331
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 984	11 225
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	12 984	11 225
Note			
S/O			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	3 771 315	3 438 404
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	593 870	449 393
Activités de fonctionnement	3	858 950	821 454
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	5 224 135	4 709 251
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	93 807	70 773
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	308 210	229 352
Autres			
▪ Entretien des chemins privés	16.1	122 487	106 899
▪ Éclairage publique	16.2	15 100	16 063
▪ Fosses septiques	16.3	154 552	139 974
Centres d'urgence 9-1-1	17	16 624	16 384
Service de la dette	18	12 146	12 975
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	722 926	592 420
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	722 926	592 420
	27	5 947 061	5 301 671

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	15 285	15 285
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	68 976	65 982
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	84 261	81 267
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	84 261	81 267

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	6 783
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie	49	11 613
Sécurité civile	50	
Autres	51	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	52	754 102
Enlèvement de la neige	53	777 985
Autres	54	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	55	
Transport adapté	56	
Transport scolaire	57	
Autres	58	
Transport aérien	59	
Transport par eau	60	
Autres	61	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	
Réseau de distribution de l'eau potable	63	
Traitement des eaux usées	64	
Réseaux d'égout	65	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	66	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	67	
Tri et conditionnement	68	
Autres	69	
Autres	70	
Cours d'eau	71	
Protection de l'environnement	72	
Autres	73	(60 913)
		71 200

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	
Promotion et développement économique	79	
Autres	80	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	81	
Activités culturelles		
Bibliothèques	82	3 221
Autres	83	
Réseau d'électricité	84	
	85	867 581
	696 410	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	86	
Sécurité publique		
Police	87	
Sécurité incendie	88	
Sécurité civile	89	
Autres	90	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	91	1 786 887
Enlèvement de la neige	92	840 605
Autres	93	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	94	
Transport adapté	95	
Transport scolaire	96	
Autres	97	
Transport aérien	98	
Transport par eau	99	
Autres	100	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	
Réseau de distribution de l'eau potable	102	
Traitement des eaux usées	103	
Réseaux d'égout	104	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	105	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	106	
Tri et conditionnement	107	
Autres	108	
Autres	109	
Cours d'eau	110	
Protection de l'environnement	111	
Autres	112	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	42 936
Rénovation urbaine	117	
Promotion et développement économique	118	
Autres	119	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	120	
Activités culturelles		
Bibliothèques	121	
Autres	122	75 600
Réseau d'électricité	123	
	124	840 605
	1 905 423	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	75 173	29 638
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	48 647	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	123 820	29 638
TOTAL DES TRANSFERTS	136	2 725 653	1 737 824

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	73 880	55 162
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145	73 880	55 162
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
Réseau d'électricité	177	
	178	
	73 880	55 162

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181		
	182		
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186	81 769	17 560
	187	81 769	17 560
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		9 120
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		13 168
	196		22 288
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	197		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	198		
Traitement des eaux usées			
	199		
Réseaux d'égout			
	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	201		
Matières recyclables			
	202		
Autres			
	203		
Cours d'eau			
	204		
Protection de l'environnement			
	205		
Autres	206	8 598	7 331
	207	8 598	7 331

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217		
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	108 073	74 339
	220	108 073	74 339
Réseau d'électricité			
	221		
	222	198 440	121 518
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	272 320	176 680

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	56 407	30 835
Droits de mutation immobilière	225	351 123	387 142
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	407 530	417 977
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229	60 076	58 857
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	233 391	169 548
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	74 724	29 773
	242	74 724	29 773
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	159 691		159 691	154 642
Greffe et application de la loi	2	15 486		15 486	13 579
Gestion financière et administrative	3	1 268 809		1 268 809	976 257
Évaluation	4	54 373		54 373	158 550
Gestion du personnel	5	14 280		14 280	23 198
Autres					
▪ Mauvaises créances	6.1				(41 460)
▪ Amortissement Immobilisations	6.2		81 132	81 132	75 189
	7	1 512 639	81 132	1 593 771	1 359 955
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	411 382		411 382	391 188
Sécurité incendie	9	483 775		483 775	517 262
Sécurité civile	10	6 730		6 730	66 199
Autres	11	1 798	108 404	110 202	102 961
	12	903 685	108 404	1 012 089	1 077 610
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	1 506 589		1 506 589	1 479 194
Enlèvement de la neige	14	514 463		514 463	469 601
Éclairage des rues	15	12 801		12 801	12 879
Circulation et stationnement	16	15 814		15 814	49 138
Transport collectif					
Transport en commun	17	26 854		26 854	18 027
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20		820 245	820 245	725 808
	21	2 076 521	820 245	2 896 766	2 754 647

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Réalizations 2023			Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22			
Réseau de distribution de l'eau potable	23	85 368	85 368	34 922
Traitement des eaux usées	24			
Réseaux d'égout	25			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	26	235 079	235 079	250 611
Élimination	27	67 858	67 858	56 159
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	28	132 257	132 257	91 798
Tri et conditionnement	29			
Matières organiques				
Collecte et transport	30	74 467	74 467	116 350
Traitement	31	36 348	36 348	52 993
Matériaux secs	32			
Autres	33	7 573	7 573	4 668
Plan de gestion	34			
Autres	35			
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37			
Autres	38	21 360	72 179	69 814
	39	660 310	72 179	732 489
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	40			
Sécurité du revenu	41			
Autres	42			
	43			

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	397 527		397 527	365 892
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47				
Tourisme	48				
Autres	49	77 654		77 654	20 351
Autres	50		13 770	13 770	9 940
	51	475 181	13 770	488 951	396 183
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	10 070		10 070	9 325
Patinoires intérieures et extérieures	53	2 106		2 106	2 005
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55	5 776		5 776	5 438
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	105 852	71 723	177 575	98 908
	59	123 804	71 723	195 527	115 676
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	71 795		71 795	74 626
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	39 034		39 034	147 429
	65	110 829		110 829	222 055
	66	234 633	71 723	306 356	337 731

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	340 908		340 908	212 548
Autres frais	69				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	10 675		10 675	7 411
	72	351 583		351 583	219 959
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 167 453 (	1 167 453)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 850 796	1 681 070
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	128 739	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		105 570
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	298 770	533 647
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		9 173
Terrains	20	30 354	
Autres	21		
	22	3 308 659	2 329 460

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	2 979 535	1 681 070
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	329 124	648 390
	12	3 308 659	2 329 460

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 106 700	200 000	71 888	1 234 812
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 768 332	799 580	113 152	5 454 760
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 875 032	999 580	185 040	6 689 572
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	602 000	997 820	476 900	1 122 920
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	602 000	997 820	476 900	1 122 920
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	38 600		38 600	
	15	640 600	997 820	515 500	1 122 920
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	640 600	997 820	515 500	1 122 920
	19	6 515 632	1 997 400	700 540	7 812 492
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 515 632	1 997 400	700 540	7 812 492

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	7 812 492
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 112 022
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 122 920
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 801 594
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	7 801 594
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	214 620
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	8 016 214
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 016 214
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	18 813	29 090
Évaluation	2	51 514	55 415
Autres	3	62 743	100 737
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		27 690
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8	6 639	10 825
Transport collectif	9	26 854	18 027
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	21 320	
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	103 747	103 550
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21	60 089	60 334
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	59 808	58 210
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	411 527	463 878

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 308 659	2 329 460
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 308 659	2 329 460

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,00	40,00	12 408,78	676 760	128 509	805 269
Professionnels	2						
Cols blancs	3	14,00	35,00	18 161,08	408 775	95 110	503 885
Cols bleus	4	10,00	40,00	14 393,50	450 575	81 173	531 748
Policiers	5						
Pompiers	6	27,00	4,00	5 012,00	178 450	26 816	205 266
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	57,00		49 975,36	1 714 560	331 608	2 046 168
Élus	9	7,00			106 256	8 138	114 394
	10	64,00			1 820 816	339 746	2 160 562

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	817 830	1 862 487	45 336		2 725 653
	7	817 830	1 862 487	45 336		2 725 653

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	14 330	4 659
	4	14 330	4 659
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	316 655	198 436
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	316 655	198 436
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	20 598	16 864
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	20 598	16 864
Réseau d'électricité			
	40		
	41	351 583	219 959

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Thomas Arnold	1.1 Maire	17 714	8 249	9 530	4 765
Manon Jutras	1.2 Conseiller	9 338	4 127		
Denis Fillion	1.3 Conseiller	9 238	4 127		
Nathalia Czarnaiecka	1.4 Conseiller	9 288	4 127		
Isabelle Brisson	1.5 Conseiller	9 238	4 127		
Carl Woodbury	1.6 Conseiller	9 288	4 127		
Patrice Deslongchamps	1.7 Conseiller	9 138	4 127		

Note

S/O

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 995 919 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 \$

Ligne 9 : Autres charges 11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 \$

Ligne 24 : Libres 20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC d'Argenteuil

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 651 905 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	426 178 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	\$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	21 904 \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	\$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	197 455 \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	\$
	Systèmes de drainage	51	\$
	Abords de routes	52	33 752 \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	253 111 \$

b) Dépenses d'investissement

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	\$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	198 987 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 878 276 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

Acquisition camion

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 2023-07-296b) Date d'adoption de la résolution 58 2024-07-11

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-10-19
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-08
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 88
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 54
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2025-07-07 14:05

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 024 085	7 899 593	7 132 992
Investissement	2	812 000	1 905 423	840 605
	3	7 836 085	9 805 016	7 973 597
Charges				
	4	6 603 257	7 382 005	6 823 400
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 232 828	2 423 011	1 150 197
Moins : revenus d'investissement	6 (	812 000)(	1 905 423)(	840 605)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	420 828	517 588	309 592
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 167 453	1 047 587
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	433 260)(	185 039)(	578 316)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	762 120)()
Excédent (déficit) accumulé	12	12 432	212 018	(115 737)
Autres éléments de conciliation	13		7 180	650
	14	(420 828)	439 492	354 184
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		957 080	663 776

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	764 435	416 477
Débiteurs	2	7 310 893	6 984 333
Placements de portefeuille	3	4 940 061	4 785 902
Autres	4		
	5	13 015 389	12 186 712
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	7 771 212	6 498 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	8 226 732	8 957 449
	10	15 997 944	15 455 852
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(2 982 555)	(3 269 140)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	23 703 728	21 562 522
Autres	13	278 237	283 017
	14	23 981 965	21 845 539
Excédent (déficit) accumulé	15	20 999 410	18 576 399

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 475 713	3 525 110
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget année suivante	2.1	150 000	
▪ Projet réno façade	2.2	7 500	
▪ Parc récréotouristique	2.3	706 997	737 000
▪ Projet divers	2.4	129 219	129 219
▪ Fallon	2.5	13 380	13 380
▪ Fonds de l'agglomération de Calumet	2.6		2 414
▪ Fonds de l'aqueduc de Calumet	2.7		2 148
	3	1 007 096	884 161
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	390 069	394 995
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	(57 990)
Financement des investissements en cours	12	13 228	(1 963 695)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	17 113 304	15 793 818
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	20 999 410	18 576 399

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 801 594
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	8 016 214
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 454 760	4 768 332
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 234 812	1 106 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 122 920	602 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		38 600
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	7 812 492	6 515 632
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 553 166	5 947 061	5 301 671
Compensations tenant lieu de taxes	13	80 954	84 261	81 267
Quotes-parts	14			
Transferts	15	904 440	820 230	897 219
Services rendus	16	199 400	272 320	176 680
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	226 000	467 606	476 834
Autres	18	60 125	308 115	199 321
	19	7 024 085	7 899 593	7 132 992
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	812 000	1 905 423	840 605
Autres	23			
	24	812 000	1 905 423	840 605
	25	7 836 085	9 805 016	7 973 597
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 512 639	81 132	1 593 771	1 359 955
Sécurité publique					
Police	2	411 382		411 382	391 188
Sécurité incendie	3	483 775		483 775	517 262
Autres	4	8 528	108 404	116 932	169 160
Transport					
Réseau routier	5	2 049 667		2 049 667	2 010 812
Transport collectif	6	26 854		26 854	18 027
Autres	7		820 245	820 245	725 808
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	85 368		85 368	34 922
Matières résiduelles	9	553 582		553 582	572 579
Autres	10	21 360	72 179	93 539	69 814
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	397 527		397 527	365 892
Promotion et développement économique	13	77 654		77 654	20 351
Autres	14		13 770	13 770	9 940
Loisirs et culture	15	234 633	71 723	306 356	337 731
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	351 583		351 583	219 959
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	6 214 552	1 167 453	7 382 005	6 823 400
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 167 453 (	1 167 453)		
	21	7 382 005		7 382 005	6 823 400

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 905 423	840 605
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 308 659)(	2 329 460)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	999 580	935 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	762 120	
Excédent accumulé	6	1 618 459	70 279
	7	71 500	(1 324 181)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 976 923	(483 576)

Extrait du rapport financier, page S14

Certificate Of Completion

Envelope Id: 0408CE13-3673-498D-985B-C6AFBE3D7B6C	Status: Completed
Subject: iFirm: e-Signature - sdm rapport financier modifie 2023	
Source Envelope:	
Document Pages: 89	Signatures: 1
Certificate Pages: 1	Initials: 0
AutoNav: Enabled	Envelope Originator:
Envelopeld Stamping: Disabled	FBL S.E.N.C.R.L.
Time Zone: (UTC-05:00) Eastern Time (US & Canada)	docusign@fbl.com
	IP Address: 20.104.255.210

Record Tracking

Status: Original	Holder: FBL S.E.N.C.R.L.	Location: DocuSign
2025-Jul-07 | 16:53	docusign@fbl.com	

Signer Events

Signer Events	Signature	Timestamp
François Rioux		Sent: 2025-Jul-07 | 16:53
frioux@gslr.ca		Viewed: 2025-Jul-07 | 17:39
Security Level:		Signed: 2025-Jul-07 | 17:39
.Email		
ID: 35ea38c8-e825-46e2-bc30-10cd6393cf8e	Signature Adoption: Pre-selected Style	
2025-Jul-07 | 17:39	Using IP Address: 170.39.23.100	

Electronic Record and Signature Disclosure:
Not Offered via Docusign

In Person Signer Events

Signature

Timestamp

Editor Delivery Events

Status

Timestamp

Agent Delivery Events

Status

Timestamp

Intermediary Delivery Events

Status

Timestamp

Certified Delivery Events

Status

Timestamp

Carbon Copy Events

Status

Timestamp

Witness Events

Signature

Timestamp

Notary Events

Signature

Timestamp

Envelope Summary Events

Status

Timestamps

Envelope Sent	Hashed/Encrypted	2025-Jul-07 | 16:53
Certified Delivered	Security Checked	2025-Jul-07 | 17:39
Signing Complete	Security Checked	2025-Jul-07 | 17:39
Completed	Security Checked	2025-Jul-07 | 17:39

Payment Events

Status

Timestamps